

Mairie

Place Joseph Le Clanche
56400 LE BONO

Téléphone : 02 97 57 88 98
Courriel : accueil@lebono.fr

CONSEIL MUNICIPAL – SEANCE DU 04/11/2024

PROCES-VERBAL

Introduction du Maire

Le 04 novembre 2024 à 19H30, le conseil municipal de la commune de Le Bono, fut dûment convoqué par courrier en date du 24 octobre 2024. La séance a été présidée par M. Yves DREVES, Maire, dans la salle du conseil municipal en mairie.

Présents : M. Yves DREVES, Mme Valérie DEIMAT, M. Alain BRULÉ, Mme Marie-Hélène LE GOLVAN, M. Marcel LUCAS, Mme Anne-Sophie BARRERE, M. Pierre BAREL, Mme Emmanuelle ROTIEL, Mme Christine EVO, M. Olivier QUERE, Mme Marie-Anne LE PORHO, Mme Corine LE DOUARAN, M. Mickaël LE MOUROUX, M. François VAILLANT, Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC.

Mme Salomé TOITOT, à partir de 19h38.

Absents excusés :

M. Stéphane ROLLAND,
Mme Salomé TOITOT jusqu'à 19h38

Absents excusés avec pouvoir :

Mme Roxane MADEC, donne pouvoir à Mme Marie-Anne LE PORHO,
M. Thierry LE RAY donne pouvoir à M. Alain BRULÉ.

Conseillers en exercice : 19 / présents : 15 / procurations : 2 jusqu'à 19h38

Conseillers en exercice : 19 / présents : 16 / procurations : 2 à partir de 19h38

Secrétaire de séance : Emmanuelle ROITEL

BORDEREAUX POUR DELIBERER**2024/66 -**

M. Le Maire donne lecture du procès-verbal du conseil municipal du 23/09/2024,

Interventions

Le bordereau n'a pas fait l'objet d'observations particulières.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide :

- D'approuver le procès-verbal du conseil municipal du 23/09/2024.

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
17	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/67 - Rapport annuel Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération 2023

Rapporteur : M. Le Maire

Conformément à l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales, Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération établit un rapport annuel retraçant l'activité de l'agglomération au cours de l'année écoulée. Le rapport d'activité de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération 2023 accompagné des comptes administratifs sont disponibles sur l'extranet, dans l'onglet « base documentaire » :
Ce rapport doit faire l'objet d'une communication en conseil municipal.

Annexe A : Rapport d'activité 2023

Interventions

M. le Maire : Compte tenu du volume de ce rapport et si vous le souhaitez, il sera possible lors du prochain conseil municipal d'y revenir, si l'un d'entre vous a des remarques ou des questions.

Après en avoir débattu, le conseil municipal :

- Prend acte de la communication par le maire au conseil municipal du rapport d'activité 2023 de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération.

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
18	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/68 - Procédure de renouvellement du classement du parc naturel régional du Golfe du Morbihan (charte 2029/2044) : participation financière exceptionnelle de la commune pour 2024 et 2025

Rapporteur : M. Le Maire

Lors du comité syndical du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan du 24 juin 2024, les élus ont validé à l'unanimité le lancement de la procédure de révision de sa charte dans l'objectif de renouveler son classement pour la période 2029-2044. Ils ont également validé le plan de financement associé à cette procédure. La Région Bretagne a validé sa participation financière, ainsi que le Département du Morbihan. Les EPCI délibèreront prochainement pour leur participation. Au même titre que les autres membres du syndicat, l'ensemble des communes du Parc sont sollicitées pour une participation financière exceptionnelle en 2024 et 2025. Un courrier a été adressé à l'ensemble des maires à ce sujet.

Préambule

Les Parcs naturels régionaux sont des relais des orientations et engagements régionaux, tels que ceux portés par le schéma régional d'aménagement et de développement durable des territoires (SRADDET). Ils sont acteurs de la prise en compte et de la mise en œuvre des transitions (climatiques, écologiques, sociétales...) à l'échelle de leur territoire.

Les Parcs portent cinq grandes missions, définies par la loi :

1. Protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel ;
2. Contribuer à l'aménagement du territoire ;
3. Contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
4. Contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
5. Réaliser des actions expérimentales ou exemplaires et contribuer à des programmes de recherche.

A leurs échelles, ces territoires animent des projets concertés de développement durable partagés et portés avec l'ensemble de leurs membres, signataires de la charte de Parc : communes, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), départements et régions (avec l'appui de l'Etat). Menées en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires et acteurs territoriaux, les chartes de Parc promeuvent des projets de développement des territoires à 15 ans, basés sur la protection et la valorisation des patrimoines. Véritables outils d'aménagement, de développement et d'animation des territoires, ils promeuvent les démarches transversales et intégrées, participatives et prospectives. En cela, les Parcs naturels régionaux favorisent la mise en cohérence des politiques publiques à l'échelon local.

Crée le 2 octobre 2014 par décret pour 15 ans (décret n° 2014-1113), le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan couvre actuellement 35 communes faisant toutes partie de la Région Bretagne et du Département du Morbihan, ce qui représente 73 605 hectares classés pour une population globale de plus de 190 000 habitants.

Pour renouveler son classement d'ici à octobre 2029, le syndicat mixte du Parc souhaite renouveler sa charte dont la procédure de renouvellement de classement est définie par le code de l'environnement. L'élaboration de la nouvelle charte est assurée par le syndicat mixte, sous la responsabilité du conseil régional (art. L. 333-1-IV). Le budget total de la révision s'élève à environ 542 000 € sur 5 ans (cf. annexe 1), dont 240 000 € de dépenses additionnelles pour le syndicat mixte, majoritairement réparties sur les deux premières années de révision en 2024 et 2025. Ces dépenses sont liées aux études et prestations, à l'animation de la concertation, à la communication et à l'accompagnement juridique.

Afin de disposer d'un budget suffisant pour mener à bien la révision de sa charte et permettre le maintien du classement du territoire en « Parc naturel régional », le syndicat mixte a choisi de solliciter ses membres pour une participation exceptionnelle en 2024 et 2025.

Le syndicat mixte du Parc sollicite de la commune de LE BONO une participation de 410 € en 2024 et 410 € en 2025 (cf. annexe 2).

Annexes B1, B2, B3

Vu les articles L. 333.1 à L. 333-4 et R. 333.1 à R. 333.16 du code de l'environnement, relatifs aux Parcs naturels régionaux ;
 Vu le décret n° 2014-1113 du 2 octobre 2014 portant classement du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan ;
 Vu le décret n° 2017-1711 du 19 décembre 2017 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan ;
 Vu le décret n° 2018-1193 du 20 décembre 2018 modifiant le décret n° 2014-1113 du 2 octobre 2014 portant classement du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan ;

Interventions

M. Alain BRULE : Ce partenariat a plus de dix ans. Il a été une aide précieuse : pour la rénovation des terre-pleins, pour dresser l'inventaire du patrimoine bâti maritime, obtenir la certification « Ports propres » via les actions de sensibilisation aux bonnes pratiques menées auprès des usagers, pour mettre en œuvre l'Atlas de la Biodiversité, pour le réaménagement du lavoir du Bael et du chemin menant du bas de Kernours à Kerdrec'h, pour le prêt d'expos photo...

Le PNR a permis des échanges avec des spécialistes, des universitaires et nos voisins sur les chemins côtiers, les risques d'inondation et de submersion, le patrimoine maritime... Il nous a aidé à mettre en place une charte permettant de redonner une existence légale aux anciennes cabanes ostréicoles.

M. le Maire : La rivière serait digne d'intérêt en termes de biodiversité.

M. François VAILLANT : Quel est le mode de calcul de la participation exceptionnelle ?

M. Alain BRULE : Il s'agit d'une participation par habitants

M. le Maire : A partir d'un certain nombre d'habitants, la participation est plafonnée.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'approuver le versement des participations exceptionnelles de 410 € pour 2024 et 410 € pour 2025, au syndicat mixte du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan afin de consolider le budget nécessaire à la procédure de renouvellement de classement du Parc.

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
18	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/69 - Acquisition d'une parcelle

Rapporteur : Mme Valérie DEIMAT

Madame DEIMAT rappelle la délibération n° 2024/60 du 23 septembre 2024 par laquelle le conseil municipal a décidé d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section AE n° 103 d'une surface totale de 14 596 m² pour un montant net vendeur de 15 000 €.

Rappel de la délibération n° 2024/60 du 23 septembre 2024 :

« VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis favorable de la commission urbanisme, aménagement du territoire, travaux et environnement du 12 septembre 2024 ;

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section AE n° 103 d'une surface totale de 14 596 m² pour un montant net vendeur de 15 000 € ;
- D'inscrire au budget communal l'ensemble des frais à la charge de la commune ;
- D'autoriser M. Le Maire à signer tous les documents relatifs à la cession. »

A réception de la délibération, le notaire a informé le maire que la délibération doit préciser que la prise en charge par la commune des frais d'attestation de propriété doit être indiquée clairement dans la délibération et sollicite une nouvelle délibération faisant apparaître clairement les raisons de l'opération.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal de compléter la délibération n° 2024/60 du 23 septembre 2024.

Interventions

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Quelle est la destination du terrain ? Est-ce que cette réflexion a avancé ?

Mme Valérie DEIMAT : Il faut avant tout faire avancer la révision du PLU. Il ne s'agit pas seulement de transférer un équipement sportif, mais de récupérer des terrains fonciers dans une surface de 15 000 m² ; ce dont dispose peu la commune.

Mme Salomé TOITOT : Existe-t-il une zone humide sur cette parcelle ?

Mme Valérie DEIMAT : Oui, au fond de la parcelle, une partie est classée en zone humide. Cela limitera forcément les projets.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- De compléter la délibération n° 2024/60 du 23 septembre 2024 comme suit :

« Afin de vendre le terrain, une partie des vendeurs doit être titré. Il faut régulariser des actes d'attestations de propriétés immobilières. Le coût des actes revient en principe aux vendeurs. Cependant, dans le cadre la négociation avec les vendeurs et afin de faciliter l'opération, il a été convenu, que la commune prendrait à sa charge les frais d'attestation de propriété immobilière d'un montant d'environ 1 500 € ; ce qui constitue une charge augmentative du prix payable par la commune ».

Le coût de l'opération serait donc pour la commune de :

- 15 000 € prix net vendeur ;
- + 1 500 € de charge augmentative du prix correspondant aux frais d'API, frais qui doivent en principe revenir aux vendeurs ;
- + les frais d'acquisition. »

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
18	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/70 - Zone d'aménagement concerté MANE MOURIN LAVARION collectivité 2023

Rapporteur : M. Le Maire

Pour rappel, en 2008, la commune décidait la création de la Zone d'Aménagement Concerté, dénommée « ZAC de Mané Mourin Lavarion ». L'aménageur retenu fut EADM, repris depuis par Morbihan Habitat.

Dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les deux parties, l'aménageur fournit, chaque année à la collectivité, un compte-rendu annuel d'activités à la collectivité (CRAC). L'objectif de ce document est notamment de faire un point de situation des avancées de l'opération et du bilan financier. Ce CRAC a fait l'objet d'une présentation au comité de pilotage de la ZAC en date du 16 septembre 2024.

Annexe C

Interventions

M. le Maire : Il est très difficile de dire quand les travaux de la ZAC seront terminés.

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Est-il possible de prendre connaissance de la note qui propose différents scénarii d'aménagement ?

M. le Maire : Oui. Les difficultés résident essentiellement dans les écarts de prix de vente au m² demandés par les propriétaires (jusqu'à 45 € le m²) et autres exigences de lotissement. Les négociations menées par l'organisme HLM de Morbihan Habitat sont également contraintes par une recherche d'équité et les estimations (à 18 € le m²) de France Domaine.

La construction de la ZAC a pour objectif d'aider les jeunes couples à accéder à la propriété, à des logements sociaux.

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Quel est le prix moyen du m² dans la commune ?

M. le Maire : Cela dépend. Entre 191 et 300 € le m², voire 350 € le m² constructible. Actuellement, il reste deux familles à convaincre. A défaut d'accord, et dans le cadre du Dossier d'Utilité Publique, une phase d'expropriation devant le juge judiciaire peut être déclenchée.

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Est-ce que la prochaine Résidence Seniors sera gérée par la commune ?

M. le Maire : Non, la commune n'en n'a pas la capacité financière, ni organisationnelle. Il s'agirait plutôt d'une Résidence pour personne Agées gérée par un organisme public de type Morbihan Habitat.

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Il faut rester vigilant. Une résidence seniors avec une gestion privée à but lucratif recherche seulement le profit.

M. Mickaël LE MOUROUX : J'ai juste un commentaire à faire. Je voterai contre, par rapport à ce que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer lors du conseil municipal précédent.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'approuver le compte-rendu annuel d'activités 2023 de la ZAC.

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
17	1	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/71 - Emprunt 2024

Rapporteur : M. Marcel LUCAS

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser un emprunt destiné à financer le Pôle Enfance Jeunesse comprenant la construction neuve d'un restaurant scolaire, d'un accueil de loisirs sans hébergement et d'une chaufferie bois dont le coût total des travaux s'établit à 2 756 870 € HT ;

Interventions

M. Marcel LUCAS : Il est nécessaire de réaliser un emprunt destiné à financer le pôle enfant Jeunesse comprenant la construction neuve d'un restaurant scolaire, d'un accueil de loisirs sans hébergement et d'une chaufferie bois dont le coût total des travaux s'établit à 2 756 870 € hors taxe, soit TTC 3 308 244 €.

Mme Salomé TOITOT : Quel est le coût total du prêt ?

M. Marcel LUCAS : Il faut rappeler que le plan de financement a été présenté pour 1 650 000,00€ en commission finance le 05 février 2024, puis en Conseil municipal le 29 février 2024 puis en commission des finances le 23 octobre 2024. Le coût de l'emprunt à 1 200 000 € est de 545 400 €, pour une durée de 25 ans.

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Où sont les frais de dossier ? Ils devraient apparaître normalement dans la délibération.

M. Marcel LUCAS : Il n'y en a pas. Ce sont des frais d'engagement pour 1 200 €. Le montant total de l'emprunt est de 1 650 000€. Ce premier emprunt de 1 200 000 € est conforme au budget 2024. Un second emprunt de 450 000 € sera proposé en conseil municipal de mars/Avril suivant l'avancement des travaux en conformité avec le budget 2025.

Concernant le remboursement anticipé, il est possible à chaque date d'échéance, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle selon les modalités contractuelles, donc en fait, aucune économie n'est possible.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'accepter l'offre de prêt « CITE GESTION PERFORMANCE » faite par le Crédit Mutuel ARKEA ;
- De décider de réaliser auprès du Crédit Mutuel ARKEA un emprunt dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Montant en euros : 1 200 000 € ;

Objet : Pôle Enfance Jeunesse comprenant la construction neuve d'un restaurant scolaire, d'un accueil de loisirs sans hébergement et d'une chaufferie bois ;

Durée : 300 mois ;

Versement des fonds jusqu'à novembre 2025 ;

Index + marge : TI3M +0,76% ;

Phase d'amortissement à compter de septembre 2025 ;

Taux fixe : 3,60 % ;

Périodicité : trimestrielle ;

Amortissement : constant ;

Commission d'engagement (0,10%) : 1 200 € ;

Remboursement anticipé : possible à chaque date d'échéance, moyennant le versement d'une indemnité actuarielle selon les modalités contractuelles.

Envoyé en préfecture le 20/12/2024
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 056-215602624-20241220-D2024075-DE

- D'autoriser le maire à signer le contrat à intervenir sur les bases précitées et aux conditions générales des contrats du prêteur.

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
15	-	3	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/72 - Crédits d'investissement avant le vote du budget primitif 2025

Rapporteur : M. Marcel LUCAS

Exposé :

Jusqu'à l'adoption du budget primitif 2025 ou jusqu'au 15 avril 2025, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, il est proposé d'autoriser le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2024, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 lors de son adoption. Le comptable est alors en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions adoptées par le conseil municipal.

Le montant et l'affectation des crédits proposés sont les suivants :

Considérant l'intérêt d'autoriser le maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement au début de l'année 2025, jusqu'au vote du budget primitif 2025 ;

Vu l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les crédits d'investissement ouverts au budget 2024 (budget principal de la commune) aux chapitres 20, 204, 21 et 23 étaient de 3 118 509,00 €, l'anticipation des crédits ouverts ne peut excéder un quart soit 779 627,25 € ;

Considérant que les crédits d'investissement ouverts au budget 2024 (budget annexe maritime) aux chapitres 21 et 23 étaient de 124 049,00 €, l'anticipation des crédits ouverts ne peut excéder un quart soit 31 012,25 € ;

Interventions

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- d'autoriser le maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement au début de l'année 2025, jusqu'au vote du budget primitif 2025 dans les limites suivantes, par chapitre et par article budgétaire :

Budget principal de la commune :

Chapitre	Compte		Montants 2024 (BP+DM)	Montants 2025 autorisés par le conseil municipal
20		Immobilisations incorporelles (sauf 204)	43 735,17 €	10 933,79 €
	202	Frais réalisation documents urbanisme	12 500,00 €	3 125,00 €
	203	Frais d'études, recherche, développement	6 400,00 €	1 600,00 €
	2051	Concession, droits similaires	24 835,17 €	6 208,79 €
204		Subventions d'équipement versées	34 000,00 €	8 500,00 €
	2046	Attributions compensation investissement	34 000,00 €	8 500,00 €
21		Immobilisations corporelles	210 340,52 €	52 585,13 €
	2111	Terrains nus	12 500,00 €	3 125,00 €
	2135	Installations générales, agencement	40 000,00 €	10 000,00 €
	2152	Installations de voirie	7 329,05 €	1 832,26 €
	21538	Autres réseaux	15 300,00 €	3 825,00 €
	2156	Matériel et outillage incendie	2 000,00 €	500,00 €
	2158	Autres installations, matériel, outillages techniques	39 211,47 €	9 802,87 €
	21611	Biens sous-jacents	25 000,00 €	6 250,00 €
	2183	Matériel informatique	6 500,00 €	1 625,00 €
	2184	Matériel de bureau et mobilier	15 000,00 €	3 750,00 €
	2188	Autres immobilisations corporelles	47 500,00 €	11 875,00 €
23		Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 830 433,31 €	707 608,33 €
	231	Immobilisations corporelles en cours	2 830 433,31 €	707 608,33 €
Totaux			3 118 509,00 €	779 627,25 €

Budget annexe maritime :

Chapitre	Compte		Montants 2024 (BP+DM)	Montants 2025 autorisés par le conseil municipal
21		Immobilisations corporelles	29 800,00 €	7 450,00 €
	2145	Construction sol d'autrui - Installations générales	2 500,00 €	625,00 €
	2151	Installations complexes spécialisées	21 000,00 €	5 250,00 €
	2182	Matériel de transport	1 600,00 €	400,00 €
	2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00 €	750,00 €
	2188	Autres immobilisations corporelles	1 700,00 €	425,00 €
23		Immobilisations en cours	94 249,00 €	23 562,25 €
	2313	Constructions	94 249,00 €	23 562,25 €
Totaux			124 049,00 €	31 012,25 €

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
18	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/73 - Médiathèque - Convention de sous réseau pôle rose

Rapporteur : Mme Emmanuelle ROTIEL

Cette convention a pour objectif de définir le fonctionnement des médiathèques adhérentes du Réseau des « Médiathèques du Golfe » et faisant partie du bassin de vie « Pôle rose ». Elle organise les liens entre les différentes médiathèques ainsi qu'entre les médiathèques et l'agglomération sur les points suivants :

- Composition du pôle,
- Gouvernance,
- Catégories d'abonnement,
- Gestion de l'activité de prêt,
- Circulation des documents entre les médiathèques,
- Gestion des prêts entre bibliothèques et des fonds flottants,
- Réflexion sur l'amplitude horaire,
- Communication,
- Événement, action culturelle de pôle,
- Articulation des politiques documentaires,
- Evaluation de l'activité,
- Modalités de révision de la convention.

Le Pôle rose est composé des médiathèques suivantes : ARRADON, BADEN, LE BONO, PLOEREN, PLOUGOUMELLEN.

- Une gouvernance politique partagée :

Les élus à la culture du pôle ainsi que les élus communautaires se rencontrent pour définir d'éventuels points de convergence et/ou de complémentarité entre leurs projets politiques en matière de lecture publique.

- Groupes de travail responsables d'équipement :

Un rendez-vous bisannuel est programmé afin d'améliorer le service proposé.

Ce groupe de travail autorise la définition d'éventuels points de convergence et/ou de complémentarité entre les projets d'établissement et le développement de documents cadres.

- Rencontres agents du pôle et bénévoles du pôle :

Une rencontre sur des thématiques déterminées par les responsables d'équipement est possible.

Catégories d'abonnement

L'ensemble des médiathèques du pôle rose organise sa proposition d'abonnements autour des catégories préconisées suivantes :

Catégories
Catégorie Jeunes (0-18 ans)
Catégorie Adulte individuel
Catégorie collectivité
Catégorie Situation sociale particulière (minima sociaux, demandeurs d'emploi, étudiants)
Catégorie Courts séjours (3 mois)
Catégorie Extérieur

Les enfants et personnes relevant de la situation sociale particulière bénéficient des catégories correspondantes, même s'ils sont hors pôle.

L'inscription du lecteur se fait sur le lieu de résidence.

Les tarifs relèvent de la compétence des communes.

Circulation des documents entre les médiathèques

Le fonctionnement en réseau oblige les médiathèques du pôle à une gestion soucieuse et rigoureuse des circulations de documents et implique le suivi d'une procédure régulière de mise à disposition de documents.

- *Circulation des usagers*

Les lecteurs inscrits peuvent emprunter des documents dans chacune des médiathèques du sous-réseau (Pôle rose). Les documents peuvent être restitués indifféremment dans toutes les médiathèques du sous-réseau (Pôle rose).

- *Circulation des documents*

Les cinq médiathèques du pôle rose bénéficient de la navette de documents organisée par le Service Lecture publique de l'agglomération.

Cette navette est hebdomadaire.

- *Gestion des litiges*

La médiathèque de transaction est en charge de la gestion des litiges quelle que soit la médiathèque propriétaire des documents prêtés à un lecteur jusqu'à la troisième lettre de relance.

L'appel et l'émission d'un titre de recette reviennent quant à eux à la médiathèque propriétaire (grand retard, documents endommagés).

Un ouvrage endommagé lors de la navette fera l'objet d'un remplacement par la médiathèque destinataire du document.

Prêts entre médiathèques

Les bibliothécaires sont autorisés par leur collectivité de tutelle à prêter pour un autre réseau de leur collection à une autre médiathèque.

La médiathèque destinataire des prêts est en charge du transport des collections prêtées.

Deux types de prêts sont proposés :

Un prêt thématique : jusqu'à 100 documents sur une durée de 3 mois.

Un prêt longue durée : prêt d'une partie de collection, jusqu'à 1000 documents, pour une durée de 12 mois.

Les prêts entre médiathèques font l'objet d'un état des lieux de sortie et d'un état des lieux de retour en présence des médiathécaires des deux équipements.

Amplitude horaire

Le sous-réseau dénommé Pôle rose organise une réflexion sur un élargissement de l'amplitude horaire du réseau.

Alimentation du portail

Les médiathèques renseignent l'agenda et la catégorie événements du réseau, rendant visibles les animations et l'action culturelle de l'ensemble du Pôle rose.

Les médiathèques participent :

- à la rédaction de coups de cœur diffusés sur le portail des médiathèques du Golfe,
- à l'élaboration de sélections et bibliographies permettant de valoriser les collections.

Communication supports papier

Les médiathèques proposent à leurs usagers un guide du lecteur commun à l'ensemble du pôle. Sa conception est collégiale. Une commande annuelle est passée par l'agglomération. Les supports sont livrés en septembre.

La prise en charge financière de l'impression des guides lecteurs est à la charge des communes.

Les supports de communication réalisés par les médiathèques font mention de leur participation au réseau des médiathèques du Golfe en y insérant le logo des médiathèques du Golfe.

La convention a une durée de validité d'1 année à compter de sa signature.

Pour faciliter le renouvellement de ce document lorsque la validité de cette version sera échuë, il est proposé que le conseil municipal autorise le maire à signer les conventions de pôle et à les réviser si les corrections ne modifient pas en substance le fonctionnement du pôle.

Annexe D**Interventions**

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- d'autoriser le maire :

- A signer la convention de pôle, et à la réviser si les corrections ne modifient pas substantiellement le fonctionnement du pôle.

Pour	Contre	Abstention	N'ayant pas voté
18	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

2024/74 - Port propre - Plan de réception et de traitement des déchets de navires

Rapporteur : M. Alain BRULE

Présentation du plan

1 Objet du plan - rappel du contexte réglementaire

Le présent plan est établie en application des directives et règlements :

La directive 2002/59/CE du Parlement Européen et du Conseil relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CEE ;

La directive (UE) 2019/883 du Parlement Européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les installations de réception portuaire pour le dépôt des déchets des navires modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE ;

Le règlement d'exécution (UE) 2022/90 de la Commission du 21 janvier 2022 portant modalités d'application de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les éléments détaillés du mécanisme de ciblage de l'Union fondés sur les risques pour la sélection des navires à des fins d'inspection ;

Le code des transports, notamment ses articles L. 5334-8-3, L. 5334-8-4, L. 5336-1-4, L. 5336-3-1, L. 5336-7, L. 5336-11, R. 5334-6-1 et R. 5334-6-2

Pour remarque, la notion de « déchets d'exploitation des navires » disparaît au profit d'un terme plus général « déchets des navires » : tous les déchets, y compris les résidus de cargaison, qui sont générés durant l'exploitation d'un navire ou pendant les opérations de chargement, de déchargement et de nettoyage, et qui relèvent des annexes I, II, IV, V et VI de la convention MARPOL, ainsi que les déchets pêchés passivement.

Le champ d'application

Cette réglementation s'applique à l'ensemble des ports maritimes, quels que soient leurs activités (plaisance, pêche, commerce) et quels que soient leurs statuts. Elle a principalement pour objet :

- De permettre à l'ensemble des usagers des ports de disposer d'installations adaptées pour recevoir les déchets des navires ;
- D'imposer aux navires une obligation d'information préalable du port sur leurs besoins en matière d'installations de réception ;
- D'organiser et de planifier la réception des déchets des navires ;
- De rendre obligatoire l'utilisation par les navires, des installations de réception des déchets mises à leur disposition, sous peine d'amende ;
- Enfin, de mettre en place un mécanisme de financement.

Le plan de réception et de traitement des déchets est le document de référence permettant à l'ensemble des usagers du port de connaître les dispositions prises par le port en matière de collecte des déchets et résidus, les services disponibles, et leurs conditions d'utilisation. Il doit couvrir les déchets des navires et être élaboré en fonction de la taille du port et des catégories de navires qui y font escales.

Ce plan est une obligation légale. Les obligations liées à la réception des déchets des navires codifiées aux articles L5334-7 à L5334-11 et R5334-4 à R5334-6-3 du Code des Transports. Il faut le renouveler tous les 5 ans ou après une modification significative de l'exploitation du port. Il doit être consultable en capitainerie.

2 Présentation du port et de la zone de mouillages et d'équipements légers

3 Recensement des besoins

3.1. Les déchets solides

3.1.1 Déchets non dangereux

- Déchets ménagers

Ce sont des déchets solides issus principalement des cuisines et de la vie interne du navire et de l'équipage : déchets alimentaires, emballages, plastiques, papiers... Ils sont stockés à bord dans des sacs poubelles.

- Métaux, bois : palettes, bouts et filets.

3.1.2 Déchets dangereux

- Batteries usagées ;
- Piles usagées ;
- Fusées de détresse ;
- Filtres à huile et à gasoil ;
- Matériaux souillés, pinceaux, chiffons, vernis, colle, silicone... ;
- Pots de peintures, vernis, solvants.

3.2 Les déchets liquides

3.2.1 Déchets ménagers

- Eaux grises et eaux noires

Ce sont les eaux issues des cuisines, lavabos et douches (eaux grises) ou des sanitaires (eaux noires).

3.2.2 Déchets dangereux

- Les huiles usagées ;
- Les eaux de fonds de cale : ce sont les eaux de nettoyage chargées en hydrocarbures.

4 Type et capacité des installations de réception portuaire

Pour répondre aux besoins des différentes catégories d'usagers du port et de la zone de mouillages, la capitainerie dispose d'un local abrité dit « POINT PROPRE » situé place du port, fermé et accessible par code 24h/24.

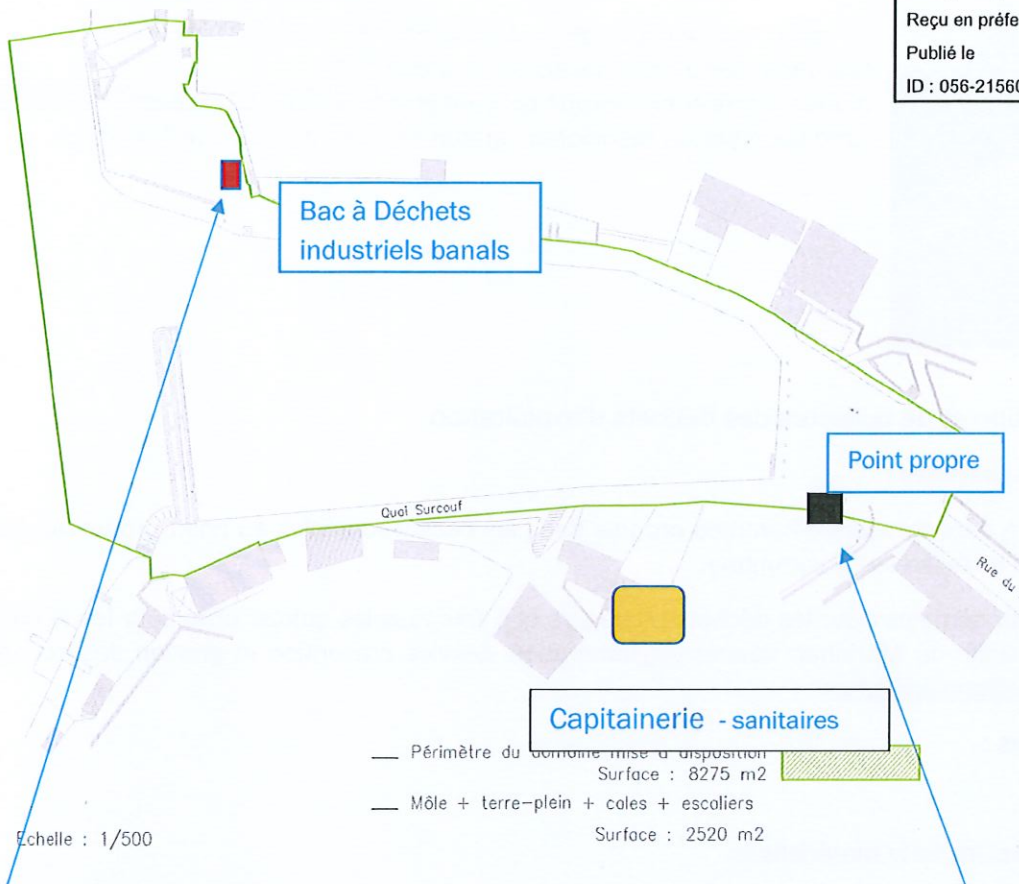
On y retrouve :

Déchets ménagers et assimilés

- 2 bacs de 1000 litres de couleur grise à couvercle vert pour les déchets ménagers ;
- 1 bac de 1000 litres couleur grise à couvercle jaune pour les déchets non alimentaires (plastique, emballage.) ;
- 1 bac de 60 litres pour le verre.

Déchets non ménagers

- 1 bac pour les piles au point propre et un autre à l'accueil de la capitainerie – capacité 2 fois 1 Litre ;
- 1 bac pour les batteries – capacité de 20 Litres ;
- 1 bac pour les solvants, pots de peinture - capacité de 20 Litres ;
- 1 bac pour les chiffons souillés, pinceaux – capacité de 20 Litres ;
- 1 bac pour les déchets industriels banals (les cordages, bouée etc.....) d'une capacité de 500 Litres.



Traitements des eaux chargées en hydrocarbure

Le port n'est pas équipé pour ce genre de traitement. Les usagers sont invités à déposer leur bidon à la déchetterie la plus proche.

Huiles usagées

1 bac permet de recevoir les bidons d'huiles usagées d'une capacité de 20 litres.

Filtres à huiles et à carburants usagés.

1 bac adapté de 5 litres

Traitements des eaux grises et noires



Le port est équipé d'un équipement mobile monté sur remorque pouvant être utilisé sur réservation, gratuit et d'une capacité de 100 litres.

5 procédures de réception et de collectes des déchets d'exploitation

5.1 déchets ménagers et assimilés :

Les usagers sont invités à déposer leurs différentes ordures dans les bacs disponibles au point propre ou dans les différents points de tri installés sur la commune.

Ils sont collectés 1 fois par semaine pour les déchets ménagers et 1 fois tous les quinze jours pour les déchets assimilés par le service Golfe du Morbihan Vannes Agglomération -Service prévention et gestion des déchets 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

5.2 déchets non ménagers :

5.2.1 Piles, batteries.

Les usagers déposent dans les bacs matérialisés.

Elles sont collectées par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

et déposées en fonction des besoins à la déchetterie Golfe du Morbihan Vannes Agglomération – chemin de Toularch 56610 ARRADON - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

Un bordereau de déchets est établi et enregistré dans le fichier de suivi des déchets solides dangereux, (voir annexe).

5.2.2 pots de peinture, vernis, solvants

Les usagers déposent dans le bac adéquat

Ils sont collectés par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO - 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

et déposés en fonction des besoins à la déchetterie Golfe du Morbihan Vannes Agglomération – chemin de Toularch 56610 ARRADON - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

Un bordereau de déchets est établi et enregistré dans le fichier de suivi des déchets liquides dangereux. (voir annexe)

5.2.3 chiffons souillés, pinceaux

Les usagers déposent dans le bac adéquat

Ils sont collectés par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO - 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

et déposés en fonction des besoins à la déchetterie Golfe du Morbihan Vannes Agglomération – chemin de Toularch 56610 ARRADON - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

Un bordereau de déchets est établi et enregistré dans le fichier de suivi des déchets solides dangereux. (voir annexe)

5.2.4 les déchets industriels banals

Les usagers déposent dans le bac adéquat.

Ils sont collectés et triés par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

et déposés en fonction des besoins à la déchetterie Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération – chemin de Toularch 56610 ARRADON - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

A chaque dépôt, le type et la quantité de déchets sont enregistrés dans le fichier de suivi des déchets solides non dangereux (voir annexe).

5.2.5 les eaux noires et eaux grises

Une pompe mobile est à la disposition des usagers sur demande et sur rendez vous

Elles sont collectées par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

et vidangées dans le réseau d'assainissement communal.

5.2.6 les huiles usagées

Les usagers déposent leur bidon dans le bac adapté

Elles sont collectées par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

et déposées en fonction des besoins à la déchetterie Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération – chemin de Toularch 56610 ARRADON - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

Un bordereau de déchets est établi et enregistré dans le fichier de suivi des déchets liquides dangereux. (voir annexe)

5.2.7 les filtres à huile, à gasoil et à essence

Les usagers déposent dans le bac adapté

Ils sont collectés par le service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

Et déposés en fonction des besoins à la déchetterie Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération – chemin de Toularch 56610 ARRADON - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

Un bordereau de déchets est établi et enregistré dans le fichier de suivi des déchets solides dangereux. (voir annexe).

5.2.8 Les fusées de détresse

Les fusées de détresse ne sont pas collectées par la capitainerie. Les usagers sont invités à les déposer dans les magasins d'accastillages.

6 Description du système de tarification

Le coût de la gestion des déchets est inclus dans la tarification.

Toutefois, lorsqu'une pollution accidentelle est constatée, et que son auteur est identifié, les coûts liés à l'intervention lui sont facturés (tarifs votés chaque année par le conseil municipal).

7 Procédure à suivre pour signaler les insuffisances constatées dans les installations de réception des déchets

Les insuffisances peuvent être signalées à l'aide de la fiche adaptée (voir annexe) à tout moment au personnel, toute l'année et pendant les horaires d'ouverture de la capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 ou par mail : port@lebono.fr

8 Procédure de consultation permanente

La procédure de consultation permanente entre le gestionnaire et les usagers utilisateurs est le conseil des mouillages et du port qui se réunit 2 fois par an.

Des réunions périodiques peuvent être également organisées avec les professionnels

9 Personnes chargées de la mise en œuvre et du suivi

Le personnel du service maritime – capitainerie – 3, rue Victor Hugo 56400 LE BONO- 02 97 57 94 85 – port@lebono.fr

Opérateur en charge de la collecte des déchets –Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération - 02 97 68 33 81 - dechets@gmvagglo.bzh

Liste des différents prestataires agréés sous contrats avec Golfe du Morbihan-Vannes Agglomération (voir annexe)

10 Communication auprès des usagers

Divers supports de communication : Site internet, Facebook de la commune, mailing, affichage. Une signalétique adaptée du point propre sur l'ensemble de la zone portuaire et des mouillages. Des Personnels formés, chargés d'informer les usagers et d'expliquer le fonctionnement des installations portuaires.

Annexe E

Interventions

Mme Salomé TOITOT : des photos d'une grue stationnée sur le port, perdant de l'huile ont été adressées en mairie. D'après les données sécurité relative à l'huile hydraulique, elle est très toxique pour les organismes aquatiques et peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique. Depuis l'été 2020, nous informons régulièrement que la grue du chantier naval perd de l'huile place du port.

Peut-on appliquer le principe du pollueur – payeur ?

M. Alain BRULE : La commune est informée du problème. Il arrive que les joints hydrauliques perdent de l'huile. Cela arrive également sur d'autres engins. Mais, sans minimiser le problème, il faut savoir qu'une goutte d'huile peut se disperser sur une surface importante.

Mme Gaëlle MANDART-BEYSSAC : Cela fait quatre ans que l'on signale ce problème récurrent de pollution. Le prestataire doit appliquer la règle ou la commune doit appliquer son pouvoir de police.

M. le Maire : c'est ce que l'on a fait et c'est ce qui est fait régulièrement. A un moment donné, le prestataire venait avec des couvertures protectrices, mais il n'est pas venu systématiquement avec. La capitainerie en est avertie.

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- d'autoriser le maire :

- A signer le plan de réception et de traitement des déchets de navires.

Envoyé en préfecture le 20/12/2024

Reçu en préfecture le 07/01/2025

Publié le

ID : 056-215602624-20241220-D2024075-DE

Pour	Contre	Abstention	
18	-	-	-

Unanimité	Majorité	Unanimité des suffrages exprimés	Prend acte
-----------	----------	----------------------------------	------------

Fin des bordereaux de délibérations

INFORMATIONS COMMUNALES

Délégations du maire

Etat des décisions prises par M. Le Maire au titre des délégations reçues du conseil municipal par délibérations du 10 juillet 2020 et du 6 novembre 2023 :

Relevé des décisions du maire (du 11/09/2024 au 21/10/2024)
Commande publique - budget principal
ETAF LE GODEC - Nettoyage de bassins d'eaux pluviales : 1 500 € HT
Carrières DANIEL – Nettoyage des fossés rue Tabarly + rehaussement, évacuation du lotissement : 5 820 € HT
LEGALLAIS – Achat de 9 radiateurs à huile pour l'école : 1 363,39 € HT
Hélios – Marquages passages piétons et stop rue Jean-Jaurès, rue Thiers et rue des Peupliers : 3500,50 € HT
Commande publique - budget annexe maritime : Néant
Cimetière
Nombre de délivrances de concessions pour le cimetière : 1
Nombre de renouvellements de concessions pour le cimetière : 1
Urbanisme
Droit de préemption urbain (DPU) : 0
Nombre de déclarations d'intention d'aliéner reçues et signées : 7

QUESTIONS DIVERSES

Interventions

Inondation rue Thiers

Mme Salomé TOITOT : Où sont les bassins d'eau pluviale ? Rue Thiers des inondations sont signalées.

M. le Maire : Le problème se situe dans le lotissement de la rue Mathurin et Paul ROBIC. L'écoulement des eaux est bloqué et fini dans la rue Thiers. Des travaux de nettoyage sont prévus pour que l'eau ne stagne pas et puisse s'écouler réellement vers le bassin de rétention qui est juste au bout du stade.

Chauffage de l'école

Mme Salomé TOITOT : Quel est la nature des problèmes de chauffage à l'école ? Neuf radiateurs à bain d'huile ont du être installés.

M. Pierre BAREL : La chaudière a des problèmes récurrents de programmation. Tous les hivers, c'est compliqué. Elle est en fin de vie. Le problème sera résolu avec la construction du Pôle enfance jeunesse et l'installation de la chaudière à bois.

M. François VAILLANT : Est-ce que l'abonnement EDF est suffisant pour supporter neuf radiateurs à bain d'huile ?

M. Pierre BAREL : Oui, cela a été vérifié avec les services techniques. Avant, les souffleurs installés dans les couloirs ne tenaient pas la charge et les plombs sautaient.

Salle de judo

Mme Salomé TOITOT : Je voudrais attirer l'attention sur l'état déplorable de la salle de judo, depuis les dégâts subis en mai dernier. Aujourd'hui, j'ai eu le plaisir de voir que des travaux ont enfin commencé.

M. le Maire : Les services techniques sont effectivement intervenus sur la toiture. Il y a des travaux à faire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée pour 20h39.

La secrétaire de séance,
Emmanuelle ROITEL

Le président de séance,
Le maire,
Yves DREVES

